

CONFÉRENCE DE PRESSE

Mardi 7 avril 2015, 14h30

Présentation de l'appel européen : la directive secret des affaires un danger pour les libertés

Bourse du travail, 85 rue Charlot, Métro République



#StopTradeSecret

#WeAreTheLeaks

CONFÉRENCE DE PRESSE

Présentation de l'appel européen : la directive secret des affaires un danger pour les libertés

Au mois de mai prochain, le projet de directive sur le secret des affaires sera débattu à la commission des affaires juridiques du parlement européen. Cette directive inquiète à l'échelle européenne les organisations syndicales, ONG, journalistes et lanceurs d'alerte.

Un appel européen demandant aux eurodéputés de revoir leur copie sera donc lancé le mardi 7 avril prochain. Cet appel est porté par plus de 45 organisations de 8 pays différents. L'appel compte parmi ses premiers signataires Ignacio FERNANDEZ TOXO, Président de la Confédération européenne des syndicats (CES) ; Martin JEFFLEN, Président d'Eurocadres ; Dominique GUIBERT, Président de l'Association Européenne des Droits de l'Homme (AEDH) ; Gualtiero MICHELINI, président de Magistrats Européen pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL) ou encore Julian ASSANGE, fondateur de Wikileaks.

En France, il est signé par l'ensemble des organisations syndicales et par de nombreuses ONG.

www.stoptradesecrets.eu

L'APPEL EUROPÉEN

Directive européenne secret des affaires : une menace pour les libertés !

En novembre 2013 la Commission européenne a publié son projet de directive relative au secret des affaires. Ce projet, qui est soumis au vote de la commission des affaires juridiques du Parlement européen en mai prochain, menace les droits fondamentaux et fait primer les profits des multinationales sur les intérêts sociaux, environnementaux et démocratiques. Le but affiché de la directive est la production d'une définition commune du secret des affaires pour assurer que la compétitivité des activités européennes et des organismes de recherche, - basée sur le savoir-faire et sur des informations non révélées - soit correctement protégée.

Cette directive est dangereuse à plusieurs titres. D'abord, la définition du secret des affaires est large et floue et concerne toutes les informations confidentielles. Ensuite, l'infraction au secret des affaires aurait lieu dès lors que ces informations seraient obtenues, quelque soit la diffusion qui en serait faite et quel que soit l'objectif de cette diffusion.

Alors que les enjeux de cette directive sur les droits individuels et collectifs des salariés sont considérables, elle ne relève pas du dialogue social européen. Par conséquent, ni les organisations syndicales, ni les ONG n'ont été formellement consultées sur la question.

Eurocadres, de nombreuses organisations syndicales nationales et ONG ont pourtant, depuis le début de la procédure, émis de nombreuses réserves qui n'ont pas été entendues, notamment sur la mobilité des travailleurs, la fragilisation des représentants du personnel, des lanceurs d'alerte et de la liberté de la presse.

Dans la vie quotidienne, cette directive peut limiter la mobilité des salariés en leur imposant des clauses de non concurrence les empêchant d'utiliser leurs savoir-faire auprès de leur nouvel employeur. De même, pour ce qui concerne l'exercice des droits syndicaux des représentants des travailleurs, l'acquisition et la révélation de « secrets d'affaires » ne sont pas exclus du champ de l'acquisition illégale.

Choix stratégiques, projets de cession ou de reprise, PSE, délocalisation, activité dans les filiales et sous-traitance, utilisation des aides publiques..., nombreux sont les élus et syndicalistes courageux qui communiquent aux salariés voire à la presse ces informations pour contrer les pratiques abusives des actionnaires. Avec ce projet de directive, lanceurs d'alerte, syndicalistes et journalistes travaillant au service de l'intérêt général risquent désormais d'être poursuivis par la justice.

Le droit à la liberté d'expression et d'information pourrait être sérieusement affecté. Aucune exception générale n'est prévue dans le texte pour protéger l'action des journalistes d'investigation, des organisations de la société civile ou encore des lanceurs d'alerte, alors que leur travail est indispensable dans une démocratie moderne digne de ce nom. Aucune exception non plus sur les droits fondamentaux, en particulier en matière de santé et d'environnement.

Les fameuses « données à caractère commercial » qui seraient protégées par le secret des affaires, et dont la divulgation serait passible de sanctions pénales, relèvent très souvent de l'intérêt général supérieur pour le public. Ce fut le cas, par exemple, pour les montages fiscaux et financiers négociés entre plusieurs grands groupes et l'administration fiscale du Luxembourg (cf. scandale Luxleaks), ou pour les données d'intérêt général relatives à la santé publique, obtenues notamment lors des essais cliniques organisés par les laboratoires pharmaceutiques (des données qui auraient pu véritablement sauver des vies). C'est également le cas pour toute une série de données liées à la protection de l'environnement et à la santé des consommateurs dans le secteur de l'industrie chimique et qui seraient dans leur globalité considérées comme secrètes, et soustraites ainsi à toute transparence.

Enfin, la directive européenne prévoit en cas de procédure devant les juridictions civiles ou pénales une restriction de l'accès au dossier ou aux audiences, avant, pendant ou après l'action en justice pour protéger le secret des affaires. Il s'agit d'une grave remise en cause de l'égalité devant la loi - l'ensemble des parties n'ayant plus accès au dossier - et de la liberté d'informer. D'ailleurs la publicité des débats judiciaires est protégée par la Constitution de nombreux Etats membres de l'Union européenne.

Le gouvernement français, après avoir essayé d'anticiper l'adoption de la directive, a été contraint de reculer face à la mobilisation et de reconnaître que le secret des affaires menaçait la liberté d'expression dans et en-dehors de l'entreprise. Pourquoi ce qui est vrai en France ne le serait pas à l'échelle européenne ? Nous faisons appel aux députés et gouvernements européens pour qu'ils revoient leur copie.

On pourrait considérer comme nécessaire et légitime de protéger les opérateurs économiques face à la concurrence déloyale, certainement pas de soustraire une telle masse d'informations de toute forme de débat public et du champ de la transparence. Nous refusons la criminalisation du travail des lanceurs d'alerte, des syndicalistes et des journalistes. Stoppons les menaces contre la transparence et la démocratie contenues dans cette directive européenne Secret des affaires !

Un appel commun de :

Ignacio Fernandez Toxo, président de la **Confédération Européenne des Syndicats (CES)**, Secrétaire général des **Commissions Ouvrières (CCOO, Espagne)**

Martin Jefflen, président d'**Eurocadres**

Sarah Harrison, directrice de **Courage Foundation**

Julian Assange, rédacteur en chef de **Wikileaks**

Jim Boumelha, Président de la **Fédération Internationale des Journalistes (IFJ)**

Ricardo Gutiérrez Secrétaire général de la **Fédération Européenne des Journalistes**

Dominique Guibert, président de l'**Association Européenne des Droits de l'Homme (AEDH)**

Gualtiero Micheli, président de **Magistrats Européen pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL)**

David Azoulay, directeur du programme santé et environnement de **The Center for International Environmental Law (CIEL)**

Francois Gobbe, coordinateur de **Kairos Europe**

Jesse Griffiths, directeur de **European Network on Debt and Development (Eurodad)**

Jerome Chaplier, **Coordinateur d'European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)**

Cándido Méndez, secrétaire général de l'**Union Générale des Travailleurs (UGT, Espagne)**

Anne Demelenne, Membre du **Comité Economique et Social Européen**, ex Secrétaire générale de la **Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB)**

Arnaud Zacharie, secrétaire général du **CNCD-11.11.11 (Belgique)**

Fausto Durante, Responsable du secrétariat Europe de la **Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL)**

Fernandez Mauricio, responsable du département international de la **Confédération Générale des Travailleurs Portugais (CGTP)**

Markus Henn, policy officer financial markets, **WEED (World Economy, Ecology & Development, Allemagne)**

Andy Mueller-Maguhn, membre du bureau, **Wau Holland Stiftung (Allemagne)**

Christian Horchert, **Chaos Computer Club (CCC, Allemagne)**

Walter van Holst, **Vrijschrift (Pays-Bas)**.

Leon Willems, Directeur de **Free Press Unlimited (Pays-Bas)**

Katarzyna Szymielewicz, President, **The Panoptykon Foundation (Pologne)**

Eileen Chubb, Cofondateur de **The Whistler (Grande-Bretagne)**

Michelle Stanistreet, Secrétaire général de **National Union of Journalists (Grande-Bretagne)**

Gavin MacFadyen, Directeur du **Centre for Investigative Journalism (Grande-Bretagne)**

Noel Hodson, directeur de **Tax Reconciliation (Grande Bretagne)**

Linda Kaucher, coordinatrice de **TTIP (Grande-Bretagne)**
Menso Heus, Coordinateur, **Internet Protection Lab**
Philippe Martinez, secrétaire général de la **CGT**, Marie José Kotlicki et Sophie Binet, secrétaires générales de la **CGT des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (UGICT-CGT)**
Stéphanie Gibaud, secrétaire générale de la **Plateforme Internationale des Lanceurs d'Alerte (PILA)**
Carole Couvert, présidente de la **Confédération Générale des Cadres (CGC)**
Pierre Tartakowsky, président de la **Ligue des Droits de l'Homme**
Jean Paul Bouchet, secrétaire général de la **CFDT Cadres**
Daniel Lebègue, président de **Transparency International**
Lucie Watrinet coordinatrice de la **Plateforme Paradis Fiscaux et Judiciaires**
Françoise Martres, Présidente du **Syndicat de la Magistrature**
Daniel Lebègue, président de **Transparency International France**
Florian Borg, Président du **Syndicat des Avocats de France**
Luc Bérille, secrétaire général de **l'Unsa**
Bernadette Groison, secrétaire générale de la **FSU** et Patrick Monfort secrétaire général du **SNCS**
Vincent Brossel, directeur de **Peuples Solidaires**
Bernard Pinaud, délégué général du **CCFD-Terre Solidaire**
Eric Peres, secrétaire général de **FO Cadres**
Jean-Pierre Therry, secrétaire général de la **CFTC-Cadres**
Séverine Tessier, présidente d'**Anticor**
Benjamin Sonntag, cofondateur de **La Quadrature du Net**
William Bourdon président de **Sherpa**
Cécile Gondard-Lalanne et Eric Beynel, co-délégués généraux de **l'Union syndicale Solidaires**.
Bertrand Bocquet, président de la **Fondation Sciences Citoyennes**
Emmanuel Vire, secrétaire général du **Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT)**
Collectif « Informer n'est pas un délit »
Collectif des « Economistes Atterrés »
Maïte Errecart, présidente du **Collectif Ethique sur l'Étiquette**
Didier Prince-Agbodjan, président de **Terre des Hommes France**
Antoine Deltour, lanceur d'alerte, affaire **LuxLeaks**
Thomas Coutrot, porte-parole d'**ATTAC France**
Jean Louis Marolleau, secrétaire exécutif du réseau **Foi et Justice Afrique Europe**
Florent Compain, président des **Amis de la Terre France**
Michel Capron, président du **Forum citoyen pour la RSE**

Confédération européenne des syndicats (CES)

La Confédération européenne des syndicats regroupe 88 organisations membres issues de 37 pays européens ainsi que 10 fédérations syndicales, représentant plus de 60 millions de membres. Elle est reconnue par l'Union européenne, par le Conseil de l'Europe et l'Association européenne de libre-échange comme seule organisation syndicale interprofessionnelle européenne représentative. Elle représente les intérêts des travailleurs auprès des institutions de l'Union européenne. www.etuc.org/fr

Eurocadres

Créé en 1993, Eurocadres (Conseil des cadres européens) est une organisation syndicale associée à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe et représente 5 millions de cadres en Europe dans les divers secteurs privés et publics. www.eurocadres.org

Courage Foundation

Courage Foundation est une organisation internationale qui milite et récolte des fonds pour la défense et la protection

des *truthtellers* et le droit de savoir du public en général. couragefound.org

Wikileaks

WikiLeaks est une association dont le site web lanceur d'alerte publie des documents ainsi que des analyses politiques et sociales. Sa raison d'être est de donner une audience aux fuites d'information, tout en protégeant ses sources. wikileaks.org

Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH)

L'AEDH regroupe les ligues de défense des droits de l'Homme des pays de l'Union européenne. Elle est membre associé de la Fédération Internationale pour la défense des Droits de l'Homme (FIDH). www.aedh.eu

The Center for International Environmental Law (CIEL)

Depuis 1989, le CIEL utilise le pouvoir de la loi pour protéger l'environnement, promouvoir les droits humains, et de garantir une société juste et durable. www.ciel.org

Magistrats Européen pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL)

L'association des Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL) est une association fondée en 1985, à l'initiative de dix associations ou syndicats de magistrats représentatifs de six États européens. Le MEDEL a pour objectifs : la défense de l'indépendance du pouvoir judiciaire, le respect en toutes circonstances des valeurs propres à l'État de droit démocratique, la promotion de la culture juridique démocratique européenne etc. www.medelnet.eu

Fédération Européenne des Journalistes

La Fédération européenne des journalistes (FEJ) s'est jointe à un groupe d'organisations de la société civile – Corporate Europe Observatory – issues de toute l'Europe pour s'opposer à la tentative d'adoption accélérée d'une nouvelle directive de l'Union européenne relative aux secrets d'affaires lancée par la Commission européenne. europeanjournalists.org/fr

Kairos Europe

Kairos Europe est un Réseau européen décentralisé d'initiatives pour la justice, la paix et la création, qui travaille en collaboration avec des églises, mouvements sociaux, syndicats et organisations non gouvernementales tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Europe, en vue d'une société, plus juste et plus tolérante. www.kairosweb.com

Eurodad

Eurodad (Réseau européen sur la dette et le développement) est un réseau de 47 organisations non gouvernementales de 19 pays européens travaillant sur les questions liées à la dette, le financement du développement et la réduction de la pauvreté. www.eurodad.org

UGICT-CGT

L'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (UGICT-CGT) est une organisation confédérale de la CGT. Elle rassemble les Cadres, Ingénieurs et Techniciens adhérents à la CGT, organisés dans les Unions fédérales des ingénieurs, cadres et techniciens (UFICT) de leur fédération professionnelle. Elle est affiliée au réseau Eurocadres au niveau européen. www.ugict.cgt.fr

UGT

L'Union générale des travailleurs (Unión General de Trabajadores) est une Confédération syndicale fondée en 1888. Un des deux syndicats majoritaires, parmi les plus représentatifs en Espagne et pour cette raison c'est un interlocuteur social. www.ugt.es

Comité Economique et Social Européen (CESE)

Le Comité économique et social européen (CESE) est un organe consultatif de l'Union européenne. www.eesc.europa.eu

Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB)

La Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) est par son nombre d'adhérents (plus d'un million cinq cents mille), la deuxième fédération syndicale belge. www.fgtb.be

CNCD-11.11.11

Le Centre national de coopération au développement est une organisation non gouvernementale belge de solidarité internationale active depuis 1966. L'association regroupe quatre-vingts associations et ONG de développement ainsi que

des organisations sociales qui ont pour objectif un monde où des états de droit, suffisamment financés, coopèrent entre eux pour garantir la paix et le respect des droits fondamentaux de chacun. www.cncd.be

Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL)

La Confédération générale italienne du travail (Confederazione Generale Italiana del Lavoro, CGIL) est un syndicat italien créé en 1944. Elle est affiliée à la Confédération européenne des syndicats et à la Confédération syndicale internationale. www.cgil.it

Confédération Générale des Travailleurs Portugais (CGTP)

La Confédération générale des travailleurs portugais est la plus grande confédération syndicale portugaise fondée le 1^{er} octobre 1970, pendant la dictature fasciste de Marcelo Caetano, par plusieurs syndicats ou des opposants à la dictature. www.cgtp.pt

Plate-forme Internationale des Lanceurs d'Alerte (PILA)

PILA est une plate-forme internationale pour soutenir et fédérer les lanceurs d'alerte (E. Snowden, H. Falciani et S. Gibaud). Elle a été créée à l'initiative de l'avocat William Bourdon, président de Sherpa, l'association de lutte contre la corruption. stephanie@association-pila.org

Confédération Générale des Cadres (CGC)

La Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC) fondé le 13 octobre 1944, est un syndicat français de salariés, en premier lieu les cadres tant dans le secteur privé que public. www.cfecgc.org

Ligue des Droits de l'Homme (LDH)

La Ligue des Droits de l'Homme ou LDH, est une association visant à l'observation, la défense et la promulgation des droits de l'Homme au sein de la République française, dans tous les domaines de la vie publique. www.ldh-france.org

CFDT Cadres

La CFDT Cadres est l'Union confédérale des ingénieurs et cadres adhérents de la Confédération française démocratique du travail (CFDT). Elle fédère les cadres des secteurs privés et publics qui adhèrent aux syndicats de base. www.cadrescfdt.fr

Transparency International

Transparency International est la principale organisation de la société civile qui se consacre à la transparence et à l'intégrité de la vie publique et économique. Elle sensibilise l'opinion publique aux effets dévastateurs de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile afin de développer et mettre en œuvre des mesures visant à la combattre. www.transparency.org

Paradis Fiscaux et Judiciaires

Née en 2005, la Plate-forme paradis fiscaux et judiciaires réunit 19 organisations de la société civile française engagées dans la lutte contre les paradis fiscaux telles que des syndicats, des ONG de développement, des associations de lutte contre la corruption, des associations confessionnelles et des organisations environnementales. www.stoppaparadisfiscaux.fr

Syndicat de la Magistrature

Fondé le 8 juin 1968, le Syndicat de la Magistrature est un syndicat professionnel de magistrats français. www.syndicat-magistrature.org

Syndicat des Avocats de France (SAF)

Le Syndicat des Avocats de France, créé en 1973, est une organisation syndicale française regroupant des avocats. www.lesaf.org

UNSA

L'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) est une union syndicale française créée en 1993. www.unsa.org

FSU

La Fédération syndicale unitaire (FSU) est la première fédération syndicale en France de l'enseignement. www.fsu.fr

SNCS

Le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS) est un syndicat français affilié à la FSU. sncs.fr

Peuples solidaires

Née en 1983, Peuples solidaires est une association internationale ayant pour mission de soutenir celles et ceux qui se mobilisent pour leurs droits, ainsi que de s'attaquer aux causes de la pauvreté dans le monde. www.peuples-solidaires.org

FO Cadres

FO-Cadres est l'union syndicale confédérale des cadres et ingénieurs au sein de Force ouvrière (FO). Elle regroupe l'ensemble des cadres et ingénieurs adhérents de leur syndicat de base. www.fo-cadres.fr

CFTC Cadres

La CFTC Cadres est une Union Syndicale formée entre les organisations d'ingénieurs, cadres et assimilés, des secteurs privés, nationalisés et publics. cftc-cadres.fr

Lasaire

Créé en 1989, Lasaire est un lieu de réflexion et d'échanges pluraliste et européen. Lasaire veut offrir aux entreprises et aux acteurs sociaux un instrument à la frontière de la réflexion et de l'action et présente l'originalité de développer simultanément des actions de terrain et une réflexion socio-économique d'ensemble. www.lasaire.net/fr

Anticor

L'association Anticor est née en 2002, elle regroupe des élus et des citoyens de toutes tendances politiques, ayant décidé de s'unir pour lutter contre la corruption et pour réhabiliter la démocratie représentative. www.anticor.org

Union syndicale Solidaires

L'Union syndicale Solidaires est une union syndicale française créée le 10 décembre 1981. www.solidaires.org

Fondation Sciences Citoyennes

Créée en 2002, la Fondation Sciences Citoyennes a pour vocation de favoriser l'appropriation des sciences par le citoyen et oeuvre depuis sa création à la défense des lanceurs l'alerte. sciencescitoyennes.org

Syndicat National des Journalistes CGT

Le Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT) est le syndicat des journalistes affilié à la Confédération Générale du Travail. Il est membre de la Fédération européenne des journalistes et de la Fédération Internationale des Journalistes. www.snjcgt.fr

Collectif « Informer n'est pas un délit »

Collectif de plus d'une centaine de journalistes de la presse écrite, web et audiovisuelle française faisant cause commune contre l'amendement sur le secret des affaires de la loi Macron. informernestpasundelit.tumblr.com

Collectif « Économistes atterrés »

Les économistes atterrés se sont fait connaître à l'automne 2010 en publiant un Manifeste d'économistes atterrés, dans lequel ils font une présentation critique de dix postulats qui continuent à inspirer chaque jour les décisions des pouvoirs publics partout en Europe, malgré les cinglants démentis apportés par la crise financière et ses suites, et face auxquels ils mettaient en débat vingt-deux contre-propositions. www.atterres.org

La Quadrature du Net

La Quadrature du Net est une association de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet. Elle promeut une adaptation de la législation française et européenne qui soit fidèle aux valeurs qui ont présidé au développement d'Internet, notamment la libre circulation de la connaissance. Elle intervient dans les débats concernant la liberté d'expression, le droit d'auteur, la régulation du secteur des télécommunications ou encore le respect de la vie privée. www.laquadrature.net/fr

SHERPA

SHERPA, association basée à Paris, a été créée en 2001 en vue de protéger et défendre les populations victimes de crimes économiques. www.asso-sherpa.org

Ethique sur l'Étiquette

Créé en 1995, le Collectif Éthique sur l'étiquette regroupe des associations de solidarité internationale, des syndicats, des mouvements de consommateurs et des associations d'éducation populaire. www.ethique-sur-etiquette.org

Amis de la Terre

Créée en 1970, la fédération des Amis de la Terre a participé à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial Friends of the Earth International, présent dans 77 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. www.amisdelaterre.org

Forum citoyen pour la RSE

Le Forum citoyen pour la responsabilité sociale de l'entreprise est né en juillet 2004 d'une intuition : il importe de favoriser une expression convergente d'organisations de la société civile : syndicats, ONG, réseaux d'experts, sur la question de la RSE. forumcitoyenpouirlarse.org

Terre des hommes

Terre des hommes est une association non gouvernementale qui agit en réseau avec d'autres associations en France et en Europe pour la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels. terredeshommes.fr

ATTAC

L'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne, est une organisation altermondialiste créée en France en 1998. Elle est présente dans 38 pays. france.attac.org

European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)

La Coalition Européenne pour la Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises (ECCJ) rassemble des coordinations nationales constituées d'ONGs, de syndicats, d'organisations de consommateurs et d'instituts de recherche oeuvrant pour la responsabilité sociale et environnementales des entreprises à travers l'Europe. ECCJ représente plus de 250 organisations dans 15 pays européens ; dont la FIDH, le CCFD, ainsi que des sections nationales de Oxfam, Greenpeace, Amnesty International et des Amis de la Terre.. www.corporatejustice.org

CCFD-Terre Solidaire

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire est la première ONG de développement en France. Depuis plus de 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé contre la faim dans le monde. ccfd-terresolidaire.org

Foi et Justice Afrique Europe

Le Réseau Afrique-Europe Foi et Justice représente quelques 35 000 religieuses et religieux actifs en Europe et en Afrique. Motivés par leur Foi et une longue expérience du terrain en Afrique comme missionnaires, ils veulent être présents là où se prennent les décisions affectant le continent africain. Ils se basent pour cela sur la doctrine sociale de l'Eglise et sur les traités et déclarations de l'ONU.. www.rfjae.ch

Chaos Computer Club

Le Chaos Computer Club, que l'on désigne souvent par le sigle CCC, est l'une des organisations de hackers les plus influentes en Europe. Le Club se décrit plus poétiquement en tant que communauté galactique des êtres de la vie, indépendante de l'âge, du sexe, de l'origine ethnique ou de l'orientation sociale, qui œuvre à travers des frontières pour la liberté d'information. www.ccc.de/en

WEED

World Economy, Ecology and Development (WEED) est une organisation non gouvernementale indépendante fondée en 1990. Les impacts sociaux et environnementaux de la mondialisation exigent un changement dans la politique financière, économique et environnementale vers une plus grande justice sociale et le développement durable. www.climatenetwork.org

Vrijschrift

La Fondation Vrijschrift.org travaille à sensibiliser le public sur la signification économique et sociale de la connaissance libre et de la culture pour la société.

TTIP

L'UE négocie un accord commercial et d'investissement avec les États-Unis - le commerce transatlantique et Partenariat pour l'investissement - ou TTIP.